



Avis important

Nous avons le plaisir d'inviter les réunionnistes de cœur ou de raison à l'**assemblée générale constitutive de l'Alliance Bruxelles-France (A.B.F.)**, qui se tiendra

**le mercredi 17 octobre 2012 à 19 h
au Ciccio Bello, place Wiener, à Watermael-Boitsfort.**

Notre but est de créer un mouvement pluraliste et indépendant des partis, qui œuvrera par l'étude et la propagande à la réunion de la Région bruxelloise à la République française, en concertation étroite avec les réunionnistes de Wallonie.

Ordre du jour

1. Rapport introductif sur la création de l'A.B.F.: Pourquoi ? Comment ?
2. Présentation de l'Alliance Wallonie-France (A.W.F.), par M. Paul Durieux
3. Proposition d'activités
4. Election d'un bureau provisoire

Les participants qui le souhaitent pourront poursuivre les échanges autour d'un dîner convivial.

Jean-Paul Roos
Jean-François Goosse
NB : Les personnes intéressées sont invitées à le signaler, de préférence par courriel (cf. coordonnées ci-dessous), de manière à ce que nous puissions les informer tant avant qu'après l'assemblée.

Jean-Paul Roos
65, rue de Middelbourg
1170 Bruxelles
Tél. : 0474.30.21.56
Mél. : jproos04@yahoo.fr

Quel avenir pour les Bruxellois ?

Dans son message au pays à la veille du 21 juillet, le roi a adressé nommément ses condoléances aux parents des enfants décédés dans un accident d'autocar en Suisse (il y avait aussi six adultes) et, sans les citer, aux parents des autres enfants disparus. L'émotion unanime fut vive. Nous respectons la douleur de ces parents et compatissons. Par un mouvement naturel, suivis des peines en sursis et nos pensées se tournent aussi vers ces adolescents fauchés par un forcené sur la place Saint-Lambert, à Liège.

Le drame liégeois fait l'objet d'une réaction mitigée des au-

torités. La tragédie suisse ne met pas en cause une quelconque responsabilité des pouvoirs publics : «C'est la faute à pas de chance», on évoque la défaillance humaine ou technique. Par contre, la tuerie de Liège met en lumière le manque de synergie, sinon l'antagonisme, entre la ministre de la Justice et la ministre de l'Intérieur, le

Y a-t-il eu une récupération politique des victimes pour des libérés en régime conditionnel. On a trouvé chez le tueur, déjà condamné pour des faits de drogue et de trafic d'armes, un véritable ar- senal. La Belgique est réputée être une plaque tournante

du trafic d'armes illégal. La complexité institutionnelle de réaction officielle des autorités. Il faut dire qu'à cette époque, bien que la frontière linguistique fut déjà tracée (sans consultation populaire), l'Etat n'était pas encore fédéral, les forces centrifuges d'un l'époque, Charles-Ferdinand Nothomb.

Il y a une récupération politique des victimes pour renforcer les boulons d'une machine qui brinquebale : la septième réforme de l'Etat est clairement annoncée par le pouvoir flamand. Cette fois-ci elle mettra en place un véritable confédéralisme. Quel se-



ra-t-il ? La sécurité sociale, les pensions, l'impôt des sociétés seront-ils régionalisés ? Après une nouvelle crise de longue durée, les francophones, englués dans leur palinodie, céderont sans réelle contrepartie pour avoir la paix sociale et sauver leur mise.

Que peuvent faire les Bruxellois dans ce processus de déclotage délétère ? Nous serons les coudes et nous tourner

Il n'est nul besoin de présenter l'ambassadeur Albert Salmon à la mouvance réunioriste. Observateur averti et passionné de nos combats québécois – il ne manque jamais de nous englober dans sa vision de l'avenir français. Bretteur infatigable de la cause nationale, tout en étant polyglotte et pratiquement consommé de la géopolitique mondiale, il nous livre une nouvelle réflexion sur la situation et le destin de la France. Une volonté française se présente comme un petit dictionnaire de cent mots, dont chacun concerne un élément de l'identité nationale ou un domaine de la politique intérieure ou extérieure. Mais une pensée les enveloppe tous : la volonté d'indépendance – la souveraineté, si vous préférez –, appuyée sur des éléments de puissance bien plus nombreux que nous en dit l'euro-mondialisme, cette peste de la pensée dominante.

La première entrée est 'Académie française' ; la dernière est 'Vix'. Il y a en elles, et avec d'autres du lexique, un peu de notre essence identitaire,

d'abord et davantage vers la Wallonie, promouvoir la réciprocité des intérêts afin de créer une véritable solidarité.

On sait avec quelle acrimonie les Flamands ont accueilli le nouveau concept de 'Fédération Wallonie-Bruxelles' leur politique consistant à encadrer Bruxelles pour l'affaiblir. Que les Bruxellois cessent de cultiver leur singularité (nous ne sommes ni ceci, ni cela). À force de se considérer diffé-

rents, on finit par s'isoler et, conséquemment, se faire laisser par le rouleau compresseur institutionnel flamand. Que les Wallons quittent leur esprit de chapelle qui crée des conflits d'intérêt entre Mons, Charleroi, Liège et Bruxelles. Ensuite, *in fine*, tournons-nous vers la France, là où le communautaire créateur de clivages n'est pas de mise, là où les droits des personnes ne sont pas supplantés par

la croisade de deux chemins : la résistance ou la soumission.

Jean Dufane
15 août 2012

Compte rendu Albert Salmon, *Une Volonté française*, éditions Glyphe, 2012 (avec une préface de Claude Hagège)

quelques reflets forts de notre civilisation. Ne manquez surtout pas celle intitulée 'Belgique-België' : vous serez comblé par l'empathie de l'auteur avec nos luttes. Ce n'est d'ailleurs pas la seule allusion à celles-ci.

Albert Salmon nous rappelle à propos que la France a rang dans les plus grandes puissances économiques et militaires du monde, que son domaine maritime est le deuxième de la planète, que ses avis ont un fort retentissement international lorsqu'elle parle d'elle-même, et non par les chuchotements néolibéraux de la soi-disant 'Union européenne', «courroie de transmission à l'empire anglo-saxon et à ses multinationales, qui veulent asservir notre continent de la diversité», au grand dam de ses économies, de ses cultures et, au final, de sa liberté. Vous souviendrez que nous en dit l'intégration mondiale, de croissance et la pensée dominante.

que nous assénaient les inventeurs de l'euro, avec des conditions que se gardent bien d'imposer les États-Unis, le Japon ou la Chine ? Aujourd'hui que leur système

ploie sous la pression des faits, ils redoublent d'efforts pour nous le faire ingurgiter en déversant les ressources européennes par centaine de milliards d'euros.

Pour être un souverainiste convaincu, avec d'excellents arguments, Albert Salmon n'est pas isolacionniste. Il adhère volontiers à des coopérations fondées sur l'intérêt commun ou à des conventions déployées selon les mêmes règles pour tous les partenaires. Au-delà de la pseudo Union, il montre ce que devrait être la diplomatie française vis-à-vis du reste du monde. Et, l'on n'en attendait pas moins du président d'Avranches de la Langue française, il rappelle le rôle que joue – et qui devrait s'amplifier encore – la Francophonie internationale, forte aujourd'hui de 75 États (sur les 193 représentés à l'ONU).

Mais les valeurs républicaines restent chevillées à la conscience nationale. Quand on le consulte, comme ce fut le cas sur le traité constitutionnel européen, le peuple dit non. Jean Paulhan observait déjà que la France est partout où l'on ne renonce pas. L'esprit des révolutions n'est pas mort; son exaspération grandit devant l'arrogance des rois de l'argent. Des Capétiens à de Gaulle, la France a toujours combattu les empires qui tentaient de la vassaliser. Déjà en déclin, 'l'empire atlantique' finira par éprouver sa résistance, pour le plus grand bien de l'Occident tout entier, qu'elle sortira de la sclérose intellectuelle. Plus que jamais, la France est notre avenir.

Jacques Rogissart

quelques reflets forts de notre civilisation. Ne manquez surtout pas celle intitulée 'Belgique-België' : vous serez comblé par l'empathie de l'auteur avec nos luttes. Ce n'est d'ailleurs pas la seule allusion à celles-ci.

Albert Salmon nous rappelle à propos que la France a rang dans les plus grandes puissances économiques et militaires du monde, que son domaine maritime est le deuxième de la planète, que ses avis ont un fort retentissement international lorsqu'elle parle d'elle-même, et non par les chuchotements néolibéraux de la soi-disant 'Union européenne', «courroie de transmission à l'empire anglo-saxon et à ses multinationales, qui veulent asservir notre continent de la diversité», au grand dam de ses économies, de ses cultures et, au final, de sa liberté. Vous souviendrez que nous en dit l'intégration mondiale, de croissance et la pensée dominante.

que nous assénaient les inventeurs de l'euro, avec des conditions que se gardent bien d'imposer les États-Unis, le Japon ou la Chine ? Aujourd'hui que leur système

peut, sacrifice des services publics (qui sont pourtant une des armatures de nos équilibres sociaux), alignement sur la stratégie américaine, contamination de toutes nos grandes affaires par des considérations financières à court terme (signe, parmi d'autres, de l'hégémonie anglo-saxonne), etc.

Mais les valeurs républicaines restent chevillées à la conscience nationale. Quand on le consulte, comme ce fut le cas sur le traité constitutionnel européen, le peuple dit non. Jean Paulhan observait déjà que la France est partout où l'on ne renonce pas. L'esprit des révolutions n'est pas mort; son exaspération grandit devant l'arrogance des rois de l'argent. Des Capétiens à de Gaulle, la France a toujours combattu les empires qui tentaient de la vassaliser. Déjà en déclin, 'l'empire atlantique' finira par éprouver sa résistance, pour le plus grand bien de l'Occident tout entier, qu'elle sortira de la sclérose intellectuelle. Plus que jamais, la France est notre avenir.



Le titan bat tambour; Zeus apprête sa foudre

«Titanesque», «démurgique» (cf. *Le Soir* du 12 juillet).

Quand M. Di Rupo se passe la pomme de terre, il ne regarde pas à l'épaisseur de la couche. Et alléguant sa propre turpitude au tribunal de l'histoire (invincible à ses yeux), il y est allé d'une exclamatio qu'il voulait triomphale et qui n'est qu'une catharsis de l'ignoble: «Nous avons réussi! BHV est scindé!» À l'échelle grotesque de la Belgique, on revoit le 'âche soulagement' de Daladier revenant de Munich en 1938. BHV scinde, c'est l'encerclement de Bruxelles en territoire flamand; ce sont les communes à majorité francophone de sa périphérie vouées à de nouvelles régulations de leur régime particu-

lier.

L'ancien arrondissement n'était pas un «rempart contre le séparatisme», comme le prétend M. Maingain; c'était la meilleure garantie que la volonté de leurs habitants sera respectée une fois la séparation acquise. Car, déjà, la Flandre annonce une septième réforme d'un État que chaque secousse rapproche un peu plus de sa fin. Les partisans francophones n'ont même plus l'extrême bêtise de croire à la paix communautaire définitive. Ils n'ont fait que reculer pour mieux sauter, et ils le savent. Comme un opiomane qui tête sa pipe de poison, ils s'abîment dans l'extase de quelques mois d'armistice. Au réveil, quelle énorme farfature commettront-ils encore?

La Longue Marche flamande vers l'indépendance

De leur point de vue, certes, ils ont réussi à ce que la plus longue crise gouvernementale

tale de tous les pays et de tous les temps ne soit pas celle qui emporte la Belgique. Tout à leur grand projet conservateur, ils apportent maintenant leurs faibles secours à l'offensive de leurs alliés flamands contre la N.V.A. Je ne sais pas si celle-ci sur l'échiquier nordiste – à mon avis, elle a raté de belles occasions pendant la crise. Ce qui est certain, c'est que son éventuel déclin n'apaiserait en rien la fringale de conquêtes qui tenaille la Flandre. Depuis que ses nationalistes proclamaient leur indépendance en 1918, derrière un rideau de baïonnettes allemandes, elle applique patiemment, méthodiquement, graduellement, leur programme politique et territorial. La seule fin possible de l'histoire, ce sera la sécession du royaume. Il faudra bien que cette vérité entre dans la tête dure et le petit cœur des caciques francophones.

Quant à l'œuvre «titanesque» du sieur Di Rupo, elle se résume en dernière analyse au montage d'une coalition des partis acceptant de travailler sur la base d'un projet encore belge, quoique de plus en plus dissociatif. Passons sur les renoncements que chacun a dû faire par rapport à son programme: c'est la nature du Système, et c'est sans doute la cause de ce qu'un cinquième des citoyens se dérobent au vote théoriquement obligatoire ou rendent un bulletin blanc ou nul – ceux qui émettent une opinion n'en sont pas mieux écoutés pour cela. Ce magma peut bien former une majorité parlementaire, il n'est pas une concréetion d'énergies patriotiques autour de la fiction belgicaine. Seuls le premier ministre et une petite

suite de nigauds se berceront errant. Sur ce qui lui revient, le pharaon-démurgue, non content de la dépense exorbitante consacrée à la nouvelle gare des Guillemins, s'en fait construire une autre dans sa ville de Mons et en N.V.A. Je ne sais pas si celle-ci gardera sa position centrale sur l'échiquier nordiste – à rées sont bonnes à prendre, comme de nouveaux pas vers le dénouement que nous appelons de nos vœux. Ensuite doit-on observer que la Wallonie attend toujours les meilleurs morceaux que lui-même s'efforce avec mérite de limiter les salaires faraïnbois, la maîtrise totale de son commerce extérieur et de nouveaux pouvoirs sur le secteur bancaire.

Une machine à dépouiller la Wallonie

En attendant que les cartes soient rebattues au sein de la patrie française, l'État flamand-belge reste une machine à nous dépouiller. La Défense, qui est, avec les chemins de fer (gérés par des bousilleurs cousins d'origine des nababs), la plus grande pourvoyeuse d'emplois et d'investissements,

est presque entièrement passée sous le contrôle flamand,

avec le transfert dans le nord de ses meilleures unités et la distribution des plus hauts commandements (à ce der-

nière égard, la police fédérale et les services de renseigne-

ment sont en train de suivre la même voie). Le réseau ferroviaire wallon, soit la moins dépendance a éloigné d'elle le

choix budgétaires. En effet, le désordre s'étend bien au-delà de son domaine. Il sévit de longue date dans les pri-

sons; il se met dans l'institu-

tion judiciaire, où les moyens ne suivent pas les réformes et où une effarante diminution des tribunaux d'instance va

encore réduire le service rendu aux justiciables.

La politique de l'énergie? Pas plus brillante. Certes, l'Europe, étoile polaire de nos partis, limite les possibilités d'une gestion volontariste. Mais le délit de l'énergie a contaminé la gauche vis-à-vis de l'industrie nucléaire. Un trop-plein dépendance a éloigné d'elle le

choix de son extinction, fruit d'un des célèbres «compromis à la belge», n'en pêche pas moins

de prévision. L'usager paiera l'ajustement.

larithé. Sur ce qui lui revient, le pharaon-démurgue, non content de la dépense exorbitante consacrée à la nouvelle gare des Guillemins, s'en fait construire une autre dans sa ville de Mons et en N.V.A. Je ne sais pas si celle-ci gardera sa position centrale sur l'échiquier nordiste – à rées sont bonnes à prendre, comme de nouveaux pas vers le dénouement que nous appelons de nos vœux. Ensuite doit-on observer que la Wallonie attend toujours les meilleurs morceaux que lui-même s'efforce avec mérite de limiter les salaires faraïnbois, la maîtrise totale de son commerce extérieur et de nouveaux pouvoirs sur le secteur bancaire.

À part cela, des scandales, que l'on n'imagineait même pas autrefois, polluent le secteur public, plus politisé que jamais. Le ministre Manguette s'efforce avec mérite de limiter les salaires faraïnbois, la maîtrise totale de mineux des «top managers» des entreprises fédérales. Très bien, mais il devrait aussi s'attaquer au mépris partocratique des classements de concours de recrutement public et à la rationalisation des choix budgétaires. En effet, le désordre s'étend bien au-delà de son domaine. Il sévit de longue date dans les prisons; il se met dans l'institution judiciaire, où les moyens ne suivent pas les réformes et où une effarante diminution des tribunaux d'instance va encore réduire le service rendu aux justiciables.

La politique de l'énergie? Pas plus brillante. Certes, l'Europe, étoile polaire de nos partis, limite les possibilités d'une gestion volontariste. Mais le délit de l'énergie a contaminé la gauche vis-à-vis de l'industrie nucléaire. Un trop-plein dépendance a éloigné d'elle le choix de son extinction, fruit d'un des célèbres «compromis à la belge», n'en pêche pas moins de prévision. L'usager paiera l'ajustement.



Une politique budgétaire et économique délétère

Le gouvernement est plus loquace sur la politique budgétaire, si rigoureuse (et tant pis pour la croissance qu'il réclame du ciel dans toutes ses litanies) qu'elle lui vaut les compliments de la Commission européenne, cerbère de l'orthodoxie néolibérale. Qu'il en profite bien, car cela ne durera pas. Oublions pour le moment la terrible épée de Damocles que représente Dexia, dont le sort fut si mal négocié avec la France et les Pays-Bas – on n'ose chiffrer ce que coûterait sa déconfiture. Mais le Conseil supérieur des finances (qui ne brille pas par l'imagination stratégique) réclame 5 milliards d'efforts supplémentaires en 2013, 8 en 2014 et 11 en 2015 pour atteindre l'équilibre cette année-là. Si une bonne brise de croissance ne se lève pas – et d'où viendrait-elle ? – cela fera encore très mal, mais l'horizon de nos politiciens se trace à peine au lendemain des élections communales.

L'Etat emprunte à taux négligatif? Bravo, et merci à l'Allemagne, locomotive économique de l'Europe et panzer du libéralisme à courte vue.

Merci aux ménages, qui n'ont pas consommé pour remplir les bas de laine en ces temps de forte incertitude. Selon des observateurs qualifiés, il faut y voir en outre un signe de pessimisme des opérateurs financiers envers la zone euro et envers l'Etat belge. Si c'est vrai, cela confirmerait que le monde extérieur croit en la distlocation prochaine du royaume – les Anglo-Saxons sont les plus catégoriques à cet égard. Le Parlement français a eu bien raison de nous envoyer deux députés (un de gauche, un de droite) pour prendre la température du malade. Avant longtemps, il aura à traiter directement avec la Wallonie et Bruxelles.

Le titan-démiurge a beau se dépenser en mamours à la Flandre, je destin accélère son pas. Le cumul des urgences, la complexité des situations et la puissance du nationalisme flamand, enhardi par nos capitulations, préparent le coup de grâce à un pouvoir déliquescent, bloqué au stade des idées Reaganoth-chériennes des années 1980 et 1990. Les pressions d'appareil ont contraint M. Marcourt à reniser son plan W. Espérons qu'il guette une nouvelle occasion de s'en servir. Mais cela même, qui est aus-

si utile que méritoire, ne suffit pas. La racine de nos maux est dans l'Union européenne, de forte incertitude. Selon des

observateurs qualifiés, il faut y voir en outre un signe de pessimisme des opérateurs financiers envers la zone euro et envers l'Etat belge. Si c'est vrai, cela confirmerait que le monde extérieur croit en la distlocation prochaine du royaume – les Anglo-Saxons sont les plus catégoriques à cet égard. Le Parlement français a eu bien raison de nous envoyer deux députés (un de gauche, un de droite) pour prendre la température du malade. Avant longtemps, il aura à traiter directement avec la Wallonie et Bruxelles.

Ah, ce n'est pas le gouvernement Di Rupo qui redressera la barre. Il fera ratifier le traité budgétaire dicté par Mme Merkel et qui rétrécit drame-

tiquement ce qui restait de latitude d'action aux Etats. Il tergiverse au seuil de cette révolution primordiale: la séparation des activités de dépôt et d'investissement dans le secteur bancaire. Il croit que l'austérité saturera la glotonnerie des 'marchés' et actionnera la 'main invisible', dispensatrice quasi divine d'un optimum jajillissant du laissez-faire et du laisser-passer.

Jacques Rogissart

supplément à "4 millions 7"

Septembre 2012

Éditeur responsable:

Jean-Paul ROOS

rue Middelbourg 65,

1170 Bruxelles

Comité de rédaction:
François Detif, Jean-François Goosse, Jean-Paul Roos

Collaborateurs:

Pierre Bertrand, Cédric Chopin,
François Detif, Paul Durieux,
Jean-François Goosse,

Adrien Laurant, Pierre Mélot,

Jacques Rogissart,

Jean-Paul Roos.

Les articles publiés n'engagent que leurs auteurs. France-Wallonie-Bruxelles apprécie les rectifications orthographiques approuvées par l'Académie française et publiées au Journal officiel de la République française en 1990

Épinglé dans la presse Filip van Bilderberg

Le *VijfL'Express* du 29/06/2012 révèle que le prince Philippe participe aux réunions annuelles du groupe dit 'de Bilderberg', cénacle discret des élites économiques, politiques et médiatiques du monde occidental. L'auteur de l'article, Pierre Havaux, suppose que l'héritier de la couronne belge se prépare ainsi à son futur rôle de roi, non sans rapporter le son de cloche différent d'un 'proche du Palais': «*S'il jamais la Belgique saute et que la monarchie vote en éclats, Philippe pourra toujours se recaser comme administrateur de sociétés.*» «*Les temps sont devenus si incertains...*», ironise Pierre Havaux.

participates que la Wallonie a besoin d'une tout autre politique et que Bruxelles est en grand péril. Il appartient à des groupes civiques, animés d'une volonté intense, de répandre dans notre peuple les vraies recettes de son salut. La peur du changement, la dispersion apparente des enjeux (qui sont en réalité liés étroitement) et les conditionnements du passé rendent la tâche difficile. Mais nos malheurs lui fraient la voie. Déjà des médias donnent mieux à voir ce qui nous accable. La République nous appelle. Laissons-la tremper notre volonté de vaincre.

Jacques Rogissart

Le titan-démiurge a beau se dépenser en mamours à la Flandre, je destin accélère son pas. Le cumul des urgences, la complexité des situations et la puissance du nationalisme flamand, enhardi par nos capitulations, préparent le coup de grâce à un pouvoir déliquescent, bloqué au stade des idées Reaganoth-chériennes des années 1980 et 1990. Les pressions d'appareil ont contraint M. Marcourt à reniser son plan W. Espérons qu'il guette une nouvelle occasion de s'en servir. À l'heure où nous sommes, rien ne sert de crier à nos

ment Di Rupo qui redressera la barre. Il fera ratifier le traité budgétaire dicté par Mme Merkel et qui rétrécit drame-tiquement ce qui restait de latitude d'action aux Etats. Il tergiverse au seuil de cette révolution primordiale: la séparation des activités de dépôt et d'investissement dans le secteur bancaire. Il croit que l'austérité saturera la glotonnerie des 'marchés' et actionnera la 'main invisible', dis-

participates que la Wallonie a besoin d'une tout autre politique et que Bruxelles est en grand péril. Il appartient à des groupes civiques, animés d'une volonté intense, de répandre dans notre peuple les vraies recettes de son salut. La peur du changement, la dispersion apparente des enjeux (qui sont en réalité liés étroitement) et les conditionnements du passé rendent la tâche difficile. Mais nos malheurs lui fraient la voie. Déjà des médias donnent mieux à voir ce qui nous accable. La République nous appelle. Laissons-la tremper notre volonté de vaincre.